

FÉMINISTES,

NOUS LUTTONS

CONTRE

LA

RÉPRESSION

D'ÉTAT.

Des intellectuels et des artistes, dont Françoise Vergès, Isabelle Stengers, Paul B. Preciado et plusieurs collectifs féministes s'allient pour affirmer « leur peur et leur colère face à la course sécuritaire menée par le gouvernement », et réclamer la libération des militant.es arrêté.es le 8 décembre 2020.

Le 8 décembre dernier, sept personnes ont été arrêtées et mises en examen pour association de malfaiteur terroriste « *en vue d'attaques contre les forces de l'ordre* ».

Seulement, de l'aveu même des services de police et/ou du parquet qui ont fait fuiter des morceaux de l'affaire dans la presse, aucun projet concret d'« attentat » ne leur est pourtant attribué. Dans cette construction digne de Minority Report, la justice prédictive n'a besoin que du rapprochement de faits mineurs voire anodins¹, d'un prétendu groupe (alors que les sept inculpé·e·s ne se connaissent pas tous entre eux) et d'une idéologie, qualifiée « d'ultragauche ». Derrière cette étiquette policière, c'est tout un panel d'idées et de pratiques qui est ciblé, notamment celles qui luttent contre les oppressions systémiques. En tant que partie prenante du mouvement féministe, nous tenons à nous solidariser avec les personnes interpellées et à dénoncer les diverses formes de répression politique qui cherchent à museler nos luttes².

Au nom de l'antiterrorisme, la justice française permet qu'on arrête, enferme et condamne des personnes pour de simples suspicions d'intentions. Durant les 96 heures de leur garde à vue, la DGSI aura d'ailleurs posé plus de questions sur leurs opinions politiques (que pensent-elles-ils du véganisme, de la politique gouvernementale, de l'antifascisme, des violences policières ?) que sur des faits précis qui pourraient leur être reprochés.

Sur ces bases, la justice maintient cinq des sept inculpé·e·s depuis trois mois en détention provisoire, sous le dur régime des « détenus particulièrement signalés » : restriction des visites et du courrier, isolement sévère, réveil toutes les deux heures, limitation de l'accès aux maigres activités qu'offre la prison, humiliation de la fouille à nu à chaque parloir.

L'affaire du 8 décembre est une illustration de plus de la fonction très politique et des ressorts fondamentalement paradoxaux de l'antiterrorisme : il ne s'agit pas de combattre la peur, mais d'en faire un moyen de gouverner. En commençant par la répandre le plus possible, si besoin en inventant une menace de toute pièce, comme c'est le cas ici. En désignant ensuite la figure de qui nous devons avoir peur, ce qui permet à la fois de stigmatiser des parties de la population et d'invisibiliser le fond du problème. Enfin, en exerçant une répression féroce, ce qui accrédite la menace et fait monter le niveau de tension.

En tant que féministes, nous identifions bien certains de ces ressorts. Nous avons l'habitude que le pouvoir joue avec nos peurs. Peurs d'être pris·e·s pour cible par des fanatiques, peur de nous faire violer dans une ruelle sombre.

Oui nous avons peur.

En tant que femmes, hommes trans ou personnes non-binaires, on nous a scrupuleusement appris à avoir peur, à voir nos corps comme vulnérables et soumis à n'importe quel désir de possession. Pourtant, aujourd'hui, ces mensonges ne prennent pas. Les peurs qui nous habitent ne sont pas celles qu'on veut nous construire.

Nous avons peur du fascisme, auquel ce gouvernement est en train d'ouvrir la voie. Un fascisme dans lequel nos libertés de femmes, hommes trans ou personnes non-binaires, n'auront plus aucune place, si ce n'est celle d'être la « femme de » quelqu'un. (Il est notable que dans le traitement médiatico-policière des dernières affaires antiterroriste concernant « l'ultragauche », il n'a pas manqué de journalistes d'un autre siècle pour décrire les femmes impliquées comme des personnes sous l'influence de leur compagnon).

Nous avons peur de la police. Parce que ses marges de manœuvres semblent sans limite, y compris celles de nous humilier, de nous violer, de nous tuer – tant son impunité est scandaleuse. Parce qu'elle est armée et compte en son sein un nombre non négligeable de conjoints violents et de fascistes.

1 Pour plus de précisions sur l'**Affaire du 8/12**, voir le blog <https://soutien812.net>

2 Voir aussi la tribune de soutien rédigée par des **Combattant·e·s Francophone du Rojava**, alors que l'un des leurs est inculpé dans cette affaire : <https://lundi.am/Operation-antiterroriste-du-8-decembre>

Depuis différentes positions sociales et politiques, nous nous allions aujourd'hui pour affirmer ensemble notre peur et notre colère face à la course sécuritaire menée par le gouvernement.

Militant·e-s, universitaires, chercheur·euse·s, activistes, travailleur·euse·s sociales, artistes, nous sommes féministes. Et alors que les mouvements féministes n'ont jamais été aussi massifs et puissants, nous souhaitons réaffirmer que nous ne sommes pas dupes du patriarcat qui est au fondement même de l'État qui nous dirige.

Une ligne d'écoute privatisée ou un Grenelle ne nous feront jamais oublier l'invisibilisation des personnes trans et non-binaires, les violences institutionnelles et l'enfermement subis par les personnes exilées, la criminalisation des travailleur·euse·s du sexe, la valorisation de la violence sexiste et de la virilité, la décision de ne protéger que certains corps.

Sur cette base, nous affirmons nous opposer :

– À la loi « sécurité globale », qui donne toujours plus de pouvoir à la police. Alors qu'il n'est plus possible pour personne de nier les violences policières, le gouvernement augmente la possibilité de la surveillance de masse par tous les agents de la sécurité. Renforcer la police, c'est renforcer le patriarcat d'État dont elle est le bras armé. Le texte prévoit de toujours plus pénaliser les moyens à disposition des luttes pour s'en défendre. Nous refusons de laisser la police nous filmer, les agents de sécurité nous palper.

– Au « féminisme » d'État, qui transforme nos souffrances en prétexte à la pénalisation et au sécuritarisme. Nous n'accordons aucune confiance aux sphères étatiques qui refusent de voir que le viol est une culture, la domination une éducation. Si nous reconnaissons que la justice permet à certaines victimes de trouver une sorte de réparation, nous ne doutons pas que le système pénal privilégiera encore et toujours les dominants, quand les corps racisés seront les coupables idéaux. Pénaliser les actes sexistes ne les empêchent pas, et la question reste inaudible pour le gouvernement : que faut-il faire pour empêcher les hommes de violer ? Le projet de loi contre le séparatisme illustre bien ce « féminisme » d'État : que viendra résoudre l'interdiction des certificats de virginité ou une énième loi sur le voile, à part réduire nos libertés en renforçant le contrôle sur nos corps et alimenter l'islamophobie en prétextant une fois de plus nous libérer ?

– À la répression des mouvements de lutte qui s'abat sur celles et ceux qui se mobilisent contre ce monde patriarcal, à travers la répression juridique et la violence physique. Violence physique « contrôlée », qui est la base de la virilité policière. Répression juridique pour laquelle des militant·e-s politiques sont désormais des « terroristes », diabolisé·e-s comme ultra-violent·e-s quand des groupes d'extrême droite tabassent des rassemblements féministes en toute impunité.

Les arrestations du 8 décembre servent opportunément de contre-feu au large mouvement mondial de remise en cause de la police. Mouvement, est-il besoin de le rappeler, dont les figures de proue sont des femmes.

Nous avons le courage de dire nos peurs avec force, et nous appelons toutes celles et ceux qui agissent pour la destruction du patriarcat :

– à militer pour la prévention, l'auto-défense, l'empowerment et la construction d'une justice transformatrice,

– à soutenir toutes celles et ceux qui sont touché·e-s par la répression, et à refuser que la catégorie de terroriste puisse servir à briser celles et ceux qui militent contre la violence de l'État³

– à réclamer en conséquence la libération des cinq personnes encore incarcérées en détention provisoire depuis le 8 décembre.

3 Cagnotte en ligne de soutien aux inculpé.es du 8/12 : <https://cotizup.com/soutien-8-12>

NOTRE SORORITÉ EST NOTRE FORCE !

Signataires

Françoise Vergès, Isabelle Stengers, Paul B. Preciado, Elsa Dorlin, Isabelle Cambourakis, Emilie Hache, Nathalie Quintane, Nacira Guenif, Emilie Noteris, Wendy Delorme, Naruna Kaplan de Macedo, Isabelle Frémeaux, Hourya Bentouhami, Anne Emmanuelle Berger, Tissot Sylvie, Jules Falquet, Yala Kisukidi, Valérie Rey Robert, Fatou Dieng, Awa Gueye et le collectif Vérité et Justice pour Babacar, Aurélie Garand et le collectif Justice pour Angelo, Nous Toutes 35, collectif toutes en grève 31, Marseille Féministe, collectif Nous Toutes 76 Le Havre , Union Pirate, Les Enlaidies, UCL

